

BURUNDI

Mise en place d'un gouvernement oligarchique issu d'un Hold Up électoral.

Déclaration des organisations de la société civile Burundaise indépendante.

03 JUILLET 2020

Consécutivement à la mise en place d'un gouvernement oligarchique constitué de Généraux et d'autres radicaux du parti CNDD-FDD au lendemain des élections biaisées de mai 2020, les organisations Burundaises de la société civile indépendante portent à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

1. Lors de l'accession au pouvoir de M. Evariste Ndayishimiye, la majorité de Burundais, y compris la société civile, avaient espéré qu'il allait s'employer à apaiser le pays, rouvrir l'espace politique et civique, protéger tous les Burundais, relancer le dialogue inter burundais, la coopération internationale et l'économie ; et se mettre sur le chantier de la réconciliation du peuple et de la reconstruction du pays.
2. Grande a été notre inquiétude lorsque le nouveau président a prononcé son discours qui contenait des contradictions, contre-vérités et menaces envers certaines catégories de citoyens ou partenaires du pays.
3. La désignation du Commissaire de Police Général Alain Guillaume Bunyoni au poste de premier ministre post- Nkurunziza a remué le couteau dans la plaie encore fraîche des centaines de milliers de victimes de la répression initiée par le régime depuis plusieurs années déjà, qui s'est empirée avec le 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza. Les organisations de la société civile signataires de la présente expriment leur désarroi après la mise en place d'un gouvernement militarisé, dominé par des généraux qui ont excellé dans la commission des crimes de droit international au point que certains ont même été placés sous sanctions de la communauté internationale en raison de leurs rôles dans la perpétration de crimes contre l'humanité qui ont été documentés notamment par la Commission internationale d'enquêtes sur le Burundi. Tel est le cas de l'actuel Ministre de l'intérieur, le Commissaire de Police Chef Gervais Ndirakobuca qui trône sur la liste des grands criminels du régime en place. Elles attirent l'attention de l'opinion nationale et internationale sur la nomination au poste de ministre des Affaires étrangères d'un ancien ambassadeur du Burundi Albert Shingiro qui s'est illustré par sa négation du Génocide commis contre les Tutsi du Rwanda ainsi que la profération répétée des menaces contre les enquêteurs des Nations Unies sur les exactions commises au Burundi. Il en est de même de celle d'un ancien chef de la milice Imbonerakure M. Ezéchiel Nibigira. Le choix des membres du gouvernement démontre sans ambiguïté l'intention manifeste du nouveau pouvoir de poursuivre sa diplomatie isolationniste ainsi que la politique actuelle du parti au pouvoir caractérisée par la terreur et l'intolérance.

4. Les dites organisations regrettent qu'après les fraudes électorales qui ont été décriées par les observateurs indépendants, le nouveau Président n'ait pas tenu compte de l'obligation de former un gouvernement inclusif prôné par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation du Burundi ainsi que les articles 16 et 17 de la constitution en vigueur, en se contentant d'un gouvernement monocole qui est loin de rassurer les Burundais. Cette formation du gouvernement qui remet au devant de la scène les personnalités qui ont joué un rôle clé dans la répression sanglante en cours depuis 2015 révèle l'absence d'une volonté de lutter contre l'impunité et de rétablir un Etat de droit au Burundi. Ce gouvernement concrétise la politique longtemps rêvée par le parti CNDD-FDD d'exclure et soumettre à sa guise, la survie des minorités ethniques et politiques.
5. Les organisations signataires constatent en outre et avec regret, une tendance de dénigrement des opposants politiques ou assimilés comme tel, qualifiés de « ibipfamutima » ou « irréflechis » dans le discours du nouveau Chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye.
6. Face à ces dérives verbales qui constituent une menace pour la cohésion nationale et la démocratie, les organisations signataires demandent l'arrêt immédiat de ce harcèlement et stigmatisation des opposants politiques en vertu des droits leur reconnus par les textes nationaux et internationaux. A ce propos, l'article 19 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme stipule que « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions ».
7. Le Gouvernement doit procéder à la libération sans condition de tous les prisonniers politiques et d'opinions dont une bonne partie est maintenue arbitrairement en détention après avoir purgé les peines respectives.
8. Les organisations signataires s'inquiètent du comportement de certains Etats voisins qui ont accueillis les réfugiés burundais depuis 2015 et qui commencent à exercer une pression insupportable sur les réfugiés Burundais en vue de les contraindre à rentrer dans leur pays d'origine alors qu'il est toujours quadrillé par la milice Imbonerakure qui continue à commettre des exactions en toute impunité.
9. Les organisations signataires déplorent la gestion chaotique de la pandémie du COVID -19 dont le gouvernement s'est rendu chef, causant ainsi des victimes de cette maladie qui continuent à mourir en silence et encouragent le nouveau gouvernement qui vient de reconnaître officiellement le danger de la pandémie, de prendre toutes les mesures nécessaires pour maîtriser cette épidémie.
10. Les organisations signataires demandent aux Nations Unies, à l'Union Africaine ainsi à tous les partenaires du Burundi à continuer de suivre de très près ce qui se passe dans ce pays et à ne pas être berné par cette

mascarade électorale qui vient de consacrer la continuité d'un régime répressif qui prend en otage le peuple Burundais depuis plusieurs années. Les mêmes organisations estiment que seul un dialogue franc et sincère entre les Burundais pourra aider la nation burundaise à se réconcilier avec elle-même et à se convenir sur les réformes indispensables au retour du Burundi sur les rails d'un Etat de droit.

11. Elles réitèrent leur appel au nouveau président pour agir en garant de la paix, la sécurité et la jouissance des droits de l'homme pour tous les Burundais. Pour cela, il doit rectifier le tir et faire des choix rationnels : c'est uniquement en rassurant chaque citoyen et groupe socio-politique et en cherchant à réconcilier le peuple que le nouveau Président pourra diriger convenablement le Burundi.

Les organisations signataires.

1. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-Burundi)
2. Association Burundaise pour la protection des Droits Humains et des personnes Détenues (APRODH)
3. Association Burundaise des Journalistes en Exil (ABJE)
4. Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains (CBDDH)
5. Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale (CB-CPI)
6. Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)
7. Collectif des Avocats des Victimes des crimes de droit International commis au Burundi (CAVIB)
8. Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE)
9. Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)
10. Ligue Iteka
11. Réseau des Citoyens Probes (RCP)
12. SOS Torture Burundi
13. Tournons la page Burundi (TLP-Burundi)
14. Union Burundaise des Journalistes (UBJ).
15. Observatoire de la Presse au Burundi(OPB).

